



# NOTE

---

Ceci est un extrait du Rapport mondial sur le déplacement interne (GRID pour ses initiales en anglais) d'IDMC.

# ÉTHIOPIE

## De nouvelles vagues de conflits provoquent des déplacements sans précédent

L'Éthiopie a enregistré le plus grand nombre de nouveaux déplacements internes dans le monde liés à des conflits en 2018. La crise dans le pays n'a cessé de s'aggraver depuis 2016, mais les conflits et la violence intercommunautaire se sont considérablement intensifiés et se sont étendus à de nouvelles zones l'année dernière, provoquant près de 2,9 millions de nouveaux déplacements, soit quatre fois plus qu'en 2017. Des conflits et des déplacements ont été enregistrés le long de trois des frontières de la région d'Oromia, dans la Région des nations, nationalités et peuples du Sud (RNNPS) au sud-ouest, la région de Benishangul-Gumuz au nord-ouest et la région de Somali à l'est. Des villes ont également été touchées, notamment Addis-Abeba et Jijiga, la capitale de la région somalienne.<sup>37</sup>

Cette augmentation sans précédent des nouveaux déplacements s'inscrit dans le contexte de changements politiques importants dans le pays, avec l'entrée en fonction d'un nouveau premier ministre en avril 2018. Le nouveau gouvernement a mis fin à l'état d'urgence dans le pays, libéré des prisonniers politiques et conclu un accord de paix avec l'Érythrée.<sup>38</sup> Il a également été salué pour avoir abandonné les pratiques du passé, notamment le recours excessif à la force pour réprimer les manifestations, et pour sa coopération avec les organisations d'aide afin de répondre aux énormes besoins humanitaires. Ce faisant, le nouveau gouvernement a reconnu la présence de personnes déplacées par des conflits à l'intérieur de son pays. Une étape cruciale pour soulager leur détresse.<sup>39</sup>

Après deux décennies de calme relatif, le déplacement le plus important a été provoqué par des violences intercommunautaires entre les groupes ethniques Guji et Gedeo qui ont éclaté en avril et de nouveau en juin dans la zone de Guji Ouest de l'Oromia et dans la zone de Gedeo de la RNNPS. Les tensions ethniques sous-jacentes ont été aggravées par la concurrence pour la terre et les ressources rares.<sup>40</sup> Le conflit a contraint des centaines de milliers de personnes à s'abriter dans des centres collectifs surpeuplés, où les organisations humanitaires se sont démenées pour fournir de la nourriture, des soins de santé, de l'eau et des installations sanitaires à la population déplacée qui augmentait rapidement. Le



gouvernement a collaboré avec ces organisations, qui n'avaient aucune présence dans le sud du pays, pour mettre en place et coordonner une intervention à grande échelle.<sup>41</sup>

Des violences ethniques ont également éclaté entre Oromos, Amharas et Gumuz à Benishangul Gumuz en octobre, à la suite du meurtre de trois policiers locaux.<sup>42</sup> Environ 62 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés entre octobre et décembre. Les besoins humanitaires étaient énormes, mais l'insécurité entravait l'accès des organisations et une seule distribution d'aide a été signalée.<sup>43</sup>

Les combats et les déplacements qui ont commencé le long de la frontière entre les régions d'Oromia et de Somali en 2017 se sont poursuivis sans relâche l'année dernière. Les conflits autour de la frontière litigieuse ont été aggravés par la sécheresse, qui a accru la concurrence pour des ressources rares, entraînant le déplacement de l'ethnie Oromos vivant dans la région somalienne et de l'ethnie somalienne vivant en Oromia. Des centaines de milliers de nouveaux déplacements ont été enregistrés. Les combats violents qui ont éclaté dans la ville oromo de Moyale entre les sous-clans Garre de Somali et Borena de l'Oromia ont provoqué environ 80 000 nouveaux déplacements en décembre. La ville a également subi des dommages importants. Son hôpital a été détruit et ses magasins et ses banques ont été pillés.<sup>44</sup>

Les violences intercommunautaires à Jijiga, une ville auparavant calme et dynamique, ont entraîné le déplacement de 140 000 personnes en quelques jours en août, dont 35 000 sont restées dans la ville et ont trouvé refuge à l'intérieur et autour des églises. Jijiga a été inaccessible pendant plusieurs semaines en raison de l'insécurité, mais l'activité économique a repris au milieu du



*Des femmes déplacées prennent part à une discussion de groupe sur la satisfaction des bénéficiaires à Guji dans la région d'Oromia. Crédit photo : OIM/Rikka Tupaz 2017*

mois et de nombreuses personnes sont retournées une fois que la situation s'est stabilisée.<sup>45</sup> Des affrontements dans la banlieue d'Addis-Abeba en septembre, lorsque des jeunes oromos se sont rassemblés dans la capitale pour accueillir des combattants du Front de libération oromo rentrés d'Érythrée, ont entraîné le déplacement de 15 000 personnes.<sup>46</sup>

Le nouveau gouvernement éthiopien a pris un certain nombre de mesures pour faire face à la crise des déplacements dans le pays, portant notamment sur des activités de consolidation de la paix pour promouvoir les retours volontaires et des programmes pour aider les personnes préférant s'intégrer dans leur communauté d'accueil ou s'installer ailleurs.<sup>47</sup> Un ministre de la paix a également été nommé. Une stratégie de solutions durables pour la région de Somali a été élaborée en 2017 conformément

aux Principes directeurs et à la Convention de Kampala, un traité régional sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées.<sup>48</sup>

Toutefois, le gouvernement a été critiqué pour avoir encouragé des retours prématurés dans des régions encore dangereuses et pour ne pas en faire assez pour protéger les civils.<sup>49</sup> Il l'a aussi été pour ne pas encore avoir ratifié la Convention de Kampala. Compte tenu de la crise croissante des déplacements internes dans le pays et dans l'optique d'améliorer les politiques de lutte contre ce phénomène, le dixième anniversaire de l'adoption de la Convention en 2019 offre une occasion idéale de le faire.

## | Notes

37. Addis Fortune, « Ethiopia : Displacement, No Easy Way Out », 28 août 2018.
38. OCHA, « Ethiopia : Oromia - Somali. Conflict-Induced Displacement. Situation Report no.4 », 20 juin 2018.
39. IDMC, « Ethiopia : Government recognition of conflict IDPs crucial to addressing their plight. A profile of the internal displacement situation », avril 2006.
40. Refugees International, « The crisis below the headlines : Conflict Displacement in Ethiopia », novembre 2018.
41. OCHA, « Humanitarian Bulletin, Ethiopia », 16-29 juillet 2018.
42. Ethiopia Insight, « Tens of thousands flee Benishangul after Oromia border dispute flares », 4 octobre 2018.
43. OCHA, « Humanitarian Bulletin, Ethiopia, 29 October-11 November », 2018.
44. ECHO, « Ethiopia : Internal Conflict, Displacement, Daily Flash », 21 décembre 2018.
45. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, « Emergency Plan of Action (EPoA), Ethiopia : IDP Population Movement », 29 août 2018.
46. The New York Times, « Thousands Are Arrested in Ethiopia After Ethnic Violence », 25 septembre 2018.
47. OCHA, « Ethiopia : Conflict Displacement Situation Report », 23 janvier 2018.
48. Gouvernement de l'Éthiopie, OIM, « Somali region durable solutions strategy 2017-2020 », 6 octobre 2017.
49. Refugees International, « The crisis below the headlines : Conflict Displacement in Ethiopia », novembre 2018.